

Selim El Sayegh

Former Minister of Social Affairs in Lebanon.

Vice-President of al Kataeb Party

La résilience du Liban : Mythe ou réalité ?

Dans une discussion avec un jeune étudiant en droit sur la résilience au Liban, il m'a exprimé son inquiétude quant au choix du terme résilience, et m'a suggéré, non sans le ton de défiance propre à son âge, de remplacer résilience par résignation. Cet étudiant est parmi nous aujourd'hui. En d'autres termes, il s'agit d'une invitation à réfléchir et à déterminer si au Liban, la stabilité, à défaut d'une véritable paix sociale et politique, était la résultante d'une lassitude, d'une passivité, d'un sentiment d'impuissance face à la force du statu quo hégémonique au détriment du citoyen.

Je vais essayer de répondre à cette question en deux points très rapides, puisqu'on ne m'a laissé que 12 minutes pour exposer mon point de vue. Je vais répondre rapidement en deux points, tout d'abord la résilience du statu quo, et en second lieu, je vais parler de la résilience, de la transformation.

Tout d'abord, le statu quo : nous sommes en train de vivre cette résiliation du statu quo, avant tout du fait que notre système politique provoque le blocage du système et la division de la rente, que ce soit au sein des groupes politiques ou au travers des groupes politiques. Cette incapacité à débloquent le système politique, a un effet résilient, c'est-à-dire bénéfique pour la paix au Liban, puisqu'elle bloque du coup toutes les incertitudes et tous les facteurs d'instabilité propres à la venue de nouveaux acteurs dans le système. Nous voyons ainsi que dans les communautés, il est très difficile de percer avec de nouvelles forces politiques et de nouvelles propositions du fait de ce blocage, avec l'effet pervers mais peut-être aussi bénéfique, qui est celui de préserver la situation telle quelle.

En second lieu, je parlerai du discours de la peur de l'autre, c'est à dire au lieu de saisir le moment essentiel, pour obtenir une certaine évolution de la situation, on se rabat sur le moment existentiel. Tout le monde a peur de l'autre, et essaye de défendre son existence. C'est le sens de ce discours de marginalisation des chrétiens à un moment donné, ou du fameux 'Al Tahmich", qui a contribué à alimenter ce discours de la peur. Aujourd'hui avec l'extrémisme, le discours de la peur se généralise avec deux tendances, l'une communautaire qui pousse vers un repli identitaire, et l'autre nationale avec comme les statistiques l'indiquent, une prévalence très précaire du national sur le communautaire.

Il existe un blocage sunnite chiite au Liban avec les effets de la crise syrienne et la présence d'un grand nombre de Syriens déplacés au Liban. Dans ce cadre, certains chrétiens jouent un rôle subsidiaire, un rôle de tampon entre ces deux grandes communautés, sans pour autant réussir à opérer une entente durable du fait de leur faible force de marchandage à cause de leurs divisions. Il s'agit aujourd'hui d'une entente de désengagement d'un conflit plutôt que d'une entente sur un engagement civil et un engagement de paix.

Ensuite, l'une des raisons de la résilience dans laquelle nous vivons au Liban est la centralité de la question régionale et la marginalisation de la question libanaise. La question qui se pose donc à mon sens – et je l'évoque très brièvement puisqu'on laissera plus tard au débat le soin de poser des questions et d'y répondre – est celle de savoir quel sera le coût du retour du Hezbollah de la Syrie. Un jour ou l'autre, le

Hezbollah rentrera définitivement au Liban, et c'est alors qu'on saura laquelle des dynamiques prévaudra : la dynamique d'interventions extérieures, ou celle de pacification interne qui prévaut déjà à l'intérieur aujourd'hui, l'une étant la cause de l'autre. Je suppose que la question sur laquelle il faudra se pencher pour examiner la précarité ou la stabilité de la résilience est de savoir quels seront les dividendes du retour du Hezbollah au Liban.

Par la suite, il y a la capacité d'absorber et de s'adapter, et c'est l'un des secrets du Liban qui réside essentiellement dans le Libanais lui-même. Le Liban est fait de libertés et d'initiatives privées, et le Libanais s'est implanté dans ce pays, s'est greffé sur ce territoire au fil des âges, parce qu'il fut un creuset d'hommes et de femmes libres, sans comprendre cette aspiration à la liberté qui est une aspiration identitaire. On ne comprendra pas aujourd'hui comment la société libanaise elle-même génère le dynamisme interne qui lui permet de suppléer l'État, lorsque celui-ci ne peut plus subvenir aux besoins sociaux en particulier. Nous avons vu dans la dynamique de la société civile, que plus de 15 mille ONG sont opérantes au Liban et suppléent plus de trois quarts du coût social de notre société alors que l'État ne peut assurer qu'un quart. Cela montre combien cette société est capable d'absorber les chocs comme celui des déplacés syriens au Liban qui ont augmenté le coût comme vous le savez, et qui est capable aussi de s'adapter pour subvenir à ses besoins. Comme nous avons des représentants de la communauté internationale parmi nous, et que nous sommes dans le cadre d'une discussion d'un plan Marshall pour la région, il faut dire que le coût de la crise syrienne au Liban est à l'échelle de 22 milliards de dollars comme l'a annoncé la semaine dernière le Ministre libanais des Affaires Sociales, la communauté internationale n'a assuré qu'environ 10% de ce montant. Donc les 20 milliards que supporte le Liban aujourd'hui sont assurés non pas grâce aux dépenses publiques mais à cette fabuleuse capacité du Libanais et de la société libanaise, cette solidarité de la communauté, et cette capacité à absorber et à s'adapter.

De surcroît, je souhaite dire deux mots sur la résilience économique. L'un des secrets de cette résilience serait le mécanisme du secteur privé, ce légendaire secteur privé, qui crée toujours l'emploi malgré un taux de chômage de 20%, un État qui dépense à tour de bras en créant un emploi non productif, en employant à peu près 18% de la population libanaise active, et qui supporte environ plus de 30% de l'ensemble de la masse salariale dans le pays, cet État qui n'arrive plus aujourd'hui ni à créer l'emploi productif ni à dépenser comme il se doit pour relancer la machine économique.

Le deuxième pilier de notre résilience économique est la politique monétaire. Si nous avons encore un système bancaire sain, c'est parce qu'il y a eu des décisions courageuses prises au plus fort de la crise monétaire et économique au Liban qui a permis de maintenir la réserve d'or du pays sans y toucher. Je parle bien sûr du Président Amine Gemayel qui, par un acte courageux, a su non seulement préserver la réserve d'or du pays, mais a su aussi par le biais de décrets, honorer tous les engagements extérieurs du Liban parce qu'il s'agit avant tout quand on parle du secteur bancaire, de confiance et de crédibilité. Depuis les années 80, le Liban a été remis sur les rails, et avec la politique actuelle adoptée par la Banque du Liban depuis une bonne vingtaine d'années, nous avons vu que finalement la dette publique qui a augmenté et qui peut être un véritable boulet pour notre économie, reste principalement intérieure. Selon les chiffres du gouverneur de la Banque du Liban, le taux de la dette est estimé à 143% du PIB, mais on n'a pas les chiffres exacts qui varient (selon les sources) entre 60 milliards et 102 milliards ; et j'ai d'autres chiffres qui parlent de 200 milliards, ce qui met quand même une zone d'ombre sur le sujet. La dette est détenue par sept des plus grandes banques

libanaises, qui ont finalement intérêt à honorer ou à renouveler leurs engagements quant aux bons de trésor.

Si nous n'avions pas cette stabilité bancaire monétaire, je pense que nous aurions souffert au niveau macroéconomique dans tous les autres secteurs. Il est certain que l'effet négatif de cette politique conservatrice du système bancaire est l'absence de prise de risques puisque cela sécurise en temps de crises. Il n'y a pas de prise de risques donc il n'y a pas un encouragement réel pour passer du commercial à l'investissement même malgré les quelques réglementations très limitées en cette faveur. Ainsi le Liban honore toujours ses dettes. J'ai quelques propositions rapides à faire durant le temps qui me reste.

Par suite, si je parle de ces facteurs de résilience, je dirai que c'est une résilience à minima, de statu quo, mais il faudrait passer, et c'est là mon deuxième point, vers une résilience de transformation active qui peut transformer la crise en une opportunité, transformer la crise syrienne et les crises dans le monde arabe en opportunité pour le Liban. Alors là nous restons assez conservateurs. Pour ce faire, il faut rapidement prendre des mesures courageuses. Tout d'abord, et là encore je commence par le plus urgent : nous parlons tous les jours devant l'assemblée nationale de la législation d'urgence pour adopter une loi autorisant de nouveaux prêts, comme si le Liban qui souffre maintenant de 22 milliards du coût de la crise syrienne, pour faire fonctionner son infrastructure, avait besoin de nouveaux prêts ! Si la communauté internationale voulait véritablement aider le Liban à travers un plan Marshall ou autre, il s'agirait de ne plus permettre au Liban de prendre des prêts mais des dons.

On ne peut plus hypothéquer notre richesse nationale par une politique volontariste en prenant le chemin le plus facile des prêts. Cela suppose un acte politique courageux certainement, cela suppose aussi l'élection d'un Président de la République, un Président de sortie de crise, non pas un Président de crise ou un Président qui génère lui-même une crise. Il y a encore d'autres mesures à long terme. On ne peut pas parler d'une stabilité réelle du Liban sans un assainissement du régime politique. On ne peut pas parler si les communautés ne trouvent pas leur pleine expression au sein d'un Sénat libanais où le pouvoir central est libéré de la tutelle des hégémonies des uns et des autres.

On ne peut pas parler de réforme s'il n'y a pas une véritable décentralisation qui renoue avec la démocratie participative locale où le citoyen contrôle, suit ses affaires et participe à la gestion de ses affaires immédiates. Cela suppose que nous ayons un pays, un État préservé dans sa souveraineté par le biais d'une neutralité active et positive. Cela rassurera toutes les communautés, surtout celles qui se trouvent aujourd'hui renforcées par les armes ou le soutien extérieur, celles-ci se trouveraient un jour affaiblies, ce sont elles qui demanderaient un jour qu'il y ait une souveraineté libanaise protégée par la neutralité.

Je tiens encore à dire qu'au Liban nous avons une société civile qui s'élargit. Selon un sondage en ma possession, nous avons vu que le Liban passe premier au Moyen-Orient en matière d'expression des valeurs réelles mais silencieuses aujourd'hui : la tolérance au niveau de laquelle le Liban est classé numéro 1 au Moyen-Orient. Ces valeurs englobent de même l'expression personnelle, les questions du genre, le soutien à la démocratie, à la séparation de la religion et de l'État. L'un des indicateurs de ce sondage est une question qui est la suivante, celle de savoir si l'amour devrait être le fondement du mariage ou l'accord des parents, et là les chiffres sont éloquentes puisque 69% des Libanais considèrent que c'est l'amour qui doit fonder le mariage, par rapport à 47% en Arabie, 31% en Iraq, 29% en Egypte, et 26% en Tunisie. Cela est un indicateur sur les choix et sur les préférences personnelles. Cela indique aussi où se trouve le citoyen libanais réel, nouveau, qui doit avoir des chances dans un système de résilience assaini à l'avenir.

Donc concernant la croissance du sentiment national chez le citoyen libanais, et selon les sondages dont je dispose, 60% des Libanais préfèrent le sentiment national au sentiment communautaire. Mais dans le même sondage, il est dit que 35% des Libanais seulement sont fiers de leur pays, contrairement aux Egyptiens qui se déclarent à 90% fiers de leur pays.

Sur les plans économique et social, nous avons pu découvrir auprès du Président Gemayel concernant la question de la gestion des déchets, l'intersection entre les différentes hégémonies qui s'exercent, loin de l'État de droit qui est lui seul capable de fonder un système de résilience pour l'avenir. On ne peut donc parler d'avenir au plan économique et social sans un assainissement du secteur de l'énergie, à travers une privatisation ou autre, et sans une bonne gestion et une bonne gouvernance du pétrole et du gaz. Nous allons comprendre de plus en plus la relation entre la citoyenneté nouvelle et une bonne gestion étatique en matière de pétrole et de gaz, parce qu'ils sont des fonds souverains qui doivent être gérés sans passer par les écoles intermédiaires, le système de clientélisme et les hégémonies au sein des groupes. Ceci affranchira et protégera de plus en plus le citoyen libanais. Aussi faut-il arrêter les prêts et opter pour les dons, et comme le dit aussi le gouverneur de la Banque du Liban, investir dans la société de la connaissance. Je pourrais de même ajouter l'investissement dans la technologie verte, qui est désormais de plus en plus créatrice d'emploi. Pour le partenariat entre le secteur privé et le secteur public ou le fameux PPP, il faudrait en réalité prendre les meilleures expériences qui se trouvent actuellement au Liban en incluant la société civile et les ONG. En Allemagne, 5% du PIB est produit par les ONG, un taux plus important que celui de Mercedes Benz ! Il faut donc croire que la société civile et les ONG ne sont pas simplement des associations caritatives mais elles peuvent être aussi créatrices de la richesse nationale.

Enfin je dirai qu'il faudrait rechercher un nouveau pacte citoyen, que nous avons appelé le pacte social, qui pourrait prendre le Liban comme modèle de gestion de la gouvernance et de la pluralité. Ainsi nous aurions saisi les occasions que nous présentent les crises, pour les transformer en opportunités. Je vous remercie.